Quand l’Occident traite les Palestiniens comme des mineurs, première partie

Par Jan Kapusnak

Dans certaines parties du discours occidental – en particulier dans la gauche progressiste, où l’activisme et le commentaire peuvent se confondre avec la performance morale – une hypothèse s’est durcie pour devenir un dogme : Les Palestiniens n’ont pas d’action. Ils sont considérés comme des victimes et des otages de l’histoire ; la politique est quelque chose qu’on leur fait subir ; la violence devient du « désespoir ». La responsabilité est toujours externe. On parle au nom des Palestiniens plutôt qu’on ne les entend. Rarement explicite ou malveillante, cette attitude est vendue comme de l’empathie. La vérité, c’est qu’il s’agit d’une infantilisation : C’est de l’infantilisation.

Elle fausse le conflit israélo-palestinien en affaiblissant la position politique des Palestiniens, en récompensant le radicalisme et en faisant peser sur Israël une pression internationale disproportionnée. Elle part du principe que les Palestiniens ne peuvent être soumis à des normes ordinaires parce que leur situation est « trop extrême ». On n’attend pas des Palestiniens qu’ils agissent, mais seulement qu’ils soient secourus. Il s’agit d’une forme de bigoterie douce.

L’UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine), créé en 1949, est l’une des formes les plus anciennes – et les plus institutionnalisées – de « prise en charge sans âge adulte ». Créé pour fournir des secours, une scolarisation, des soins de santé et des services de base, il a également mis en place une politique de dépendance permanente. Contrairement au système global de réfugiés géré par le HCR, l’UNRWA gère un régime distinct, effectivement héréditaire, dans lequel le statut de « réfugié palestinien » est étendu aux descendants – transformant ce qui est habituellement une catégorie transitoire en une identité politique héritée.

Cette structure ne fait pas qu’atténuer les difficultés : elle entretient des attentes maximalistes, en particulier un « droit au retour » étendu, défini comme le retour de millions de descendants en Israël dans les frontières d’avant 1967 – un résultat qui rendrait impossible un règlement négocié prévoyant deux États. Elle transfère également le fardeau de la reconstruction de la vie civique ordinaire sur les gardiens internationaux – écoles, salaires, aide sociale et « statut de réfugié » lui-même – plutôt que d’encourager un horizon d’autosuffisance, de gouvernance responsable et de compromis politique.

La contradiction la plus accablante est que cette même bande de Gaza, présentée

par une grande partie du monde comme un service humanitaire impuissant, s’est révélée intensément capable. Au fil des décennies, les flux d’aide vers la bande de Gaza ont été immenses – à une échelle parfois comparée aux efforts historiques de reconstruction de l’Europe d’après-guerre, tels que le plan Marshall. Pourtant, au lieu de construire « un autre Singapour », même dans un sens modeste, les ressources et les talents ont été détournés pour créer l’un des systèmes de tunnel et de commande les plus sophistiqués construits par un acteur non étatique dans l’histoire de la guerre moderne. Cette capacité a également été démontrée lors de la planification du 7 octobre, le plus grand massacre de Juifs depuis l’Holocauste, une opération d’une brutalité sans précédent qui a nécessité des années de planification et de coordination, y compris l’implication directe de l’UNRWA. L’ingrédient manquant est la responsabilité – et le refus de considérer les choix des dirigeants palestiniens comme des choix.

Un discours erroné : « Le Hamas ne représente pas le peuple palestinien ».

Après les attaques majeures du Hamas et d’autres groupes terroristes palestiniens, les dirigeants occidentaux ont recours à un argument familier pour les rassurer : « *Le Hamas ne représente pas le peuple palestinien*« . Josep Borrell, alors haut représentant de l’Union européenne pour les affaires étrangères, a utilisé précisément ce langage après avoir visité les sites du massacre du 7 octobre dans le sud d’Israël, faisant valoir avec humanité que les civils ne devaient pas être confondus avec les terroristes. Mais répétée mécaniquement, la formule devient un solvant de responsabilité. Le Hamas est traité comme une force étrangère qui a simplement « détourné » Gaza, tandis que les habitants de Gaza sont considérés comme des spectateurs de leur propre politique. Il est difficile de concilier ce cadre avec le bilan documenté de la participation des civils le 7 octobre et, lorsqu’elle est reconnue, elle est souvent neutralisée par un deuxième mouvement : La violence palestinienne est redécrite comme un réflexe automatique de l' »occupation », plutôt que comme des actions choisies.

Le Hamas lui-même rejette le langage de l’impulsion. Dans son texte de décembre 2025 intitulé *Our Narrative :* L’*inondation d’Al-Aqsa – Deux années de fermeté et d’aspiration à la libération*, il présente le 7 octobre comme une stratégie : « Il ne s’agissait pas d’un acte aventureux ou émotionnel, mais d’une action calculée qui a bénéficié d’un large soutien.

Les Palestiniens sont régulièrement décrits comme n’ayant aucun lien avec leur faction dominante, même si le Hamas insiste sur son profond enracinement social.

Dans son texte de 2025, le Hamas se définit comme « une partie inséparable du peuple palestinien », avec des « racines profondes » dans la société et une « composante naturelle » de la mosaïque nationale, affirmant que la « résistance armée » est essentielle au maintien de l’esprit du peuple. Il s’inscrit également dans la lignée des Frères musulmans de Gaza, une émanation des Frères musulmans égyptiens (fondés en 1928) dont les réseaux locaux à Gaza sont bien antérieurs à la création du Hamas en 1987. Le discours occidental met souvent entre parenthèses cette auto-description en la qualifiant de simple propagande – et, ce faisant, interprète mal les réalités essentielles de Gaza ; dans la scène militante de « Free Gaza », le même ancrage sociétal est affirmé et célébré. La conséquence est perverse : un régime qui gouverne, recrute et contraint est traité rhétoriquement comme s’il n’avait pas de devoirs envers les civils – et ne doit pas rendre compte de la manière dont il gouverne.

La majorité des Palestiniens approuvent toujours le massacre du 7 octobre

Des sondages indépendants compliquent l’histoire occidentale réconfortante de l’éloignement. Dans une enquête réalisée en octobre 2025 par le Palestinian Center for Policy and Survey Research (PCPSR) – un institut basé à Ramallah qui sonde régulièrement l’opinion à Gaza et en Cisjordanie – 53 % des personnes interrogées ont déclaré que la décision du Hamas de lancer l’attaque du 7 octobre était « correcte ». Dans la propre série du PCPSR, cette part a chuté par rapport aux sommets précédents de 71 % (mars 2024) et 67 % (juin 2024), mais le déclin lui-même est instructif : même après deux ans de guerre, l’approbation reste au-dessus de 50 % plutôt que de s’effondrer. Le même communiqué fait état d’une opposition écrasante – environ 70 % – au désarmement du Hamas, une réalité que de nombreux scénarios du « jour d’après » traitent comme un détail technique plutôt que comme une contrainte sérieuse et contraignante.

Lorsque les sondages enregistrent le soutien des Palestiniens au terrorisme contre les civils israéliens, les résultats en Occident sont rarement considérés comme des convictions politiques. Les réponses sont rarement autorisées à s’imposer d’elles-mêmes : Les Palestiniens sont considérés comme incapables d’exprimer sincèrement des opinions dérangeantes, de sorte que leur position est « traduite » en quelque chose de plus acceptable – attribuée à la peur, à la frustration, au traumatisme, à la manipulation, à l’incompréhension ou au fait d’être « radicalisé par le désespoir » – ou carrément ignorée.

Gaza n’est pas une « zone de catastrophe naturelle » ; c’est une politique façonnée

par près de deux décennies de règne impitoyable du Hamas. Après avoir remporté les élections de 2006 et consolidé son pouvoir par un coup d’État violent en 2007, le Hamas a mis en place un appareil gouvernemental : des services de sécurité, des systèmes de patronage et une infrastructure sociale dense constituée d’organisations caritatives, de mosquées, d’écoles religieuses et de médias, conçus pour distribuer des avantages, imposer la loyauté et maintenir une mobilisation permanente. Parallèlement, il a transformé le territoire en un système de guerre intégré – un système de tunnels, de roquettes, de nœuds de commandement et de sites de lancement intégrés dans l’espace civil – destiné moins à la gouvernance civile qu’à un conflit durable avec Israël.

Deux années de guerre avec Israël ont dégradé le Hamas militairement et politiquement, mais ne l’ont pas déraciné en tant que puissance décisive sur le terrain. Depuis le cessez-le-feu d’octobre 2025, il reconstruit à la fois ses capacités et son autorité, continuant à façonner l’utilisation de l’espace civil et la façon dont la souffrance des civils est communiquée et exploitée. La dévastation de Gaza est avant tout une conséquence des choix de gouvernement du Hamas. Il ne s’agit pas d’un « destin tragique », mais d’un modèle intentionnel de pouvoir qui traite la vie civile comme un capital politique dont on peut se passer. Khaled Mashal, figure de proue du Hamas, a été explicite sur le calcul moral ; dans un discours prononcé en 2024 et diffusé sur Al Jazeera, il a déclaré : « Aucun peuple n’est libéré sans sacrifices : « Aucun peuple n’est libéré sans sacrifices. Gaza paie le prix de la dignité ».

Jan Kapusnak est analyste politique et auteur. Il vit à Tel Aviv. La deuxième partie de « Quand l’Occident traite les Palestiniens comme des mineurs » sera publiée la semaine prochaine.